



« Ville de passion »

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 54 /PRM/DAJ/DA/MJC/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire, Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5, Vu le Code de Procédure Pénale, Vu le Code de la Route, Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992, Vu l'article L511 – 1 du code de la sécurité intérieure, Vu l'avis de la DEER/Subdivision Routière Sud du douze janvier deux mille vingt-trois, Vu la demande de l'Entreprise Austral Télécom Services reçue le vingt-cinq janvier deux mille vingt-trois, Vu l'avis N° 42 / 2023 du trente et un janvier deux mille vingt-trois de la police municipale, Vu l'avis N° 27 / 2023 du 03 / 02 / 2023 de la Direction Générale des Services Techniques.

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux d'ouverture de chambre pour le raccordement à la fibre optique (sans fouille) sur la RN1C Avenue du Docteur Raymond Vergés, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRÊTE

ART. 1. - La circulation se fait par alternat manuel sur la RN1C Avenue du Docteur Raymond Vergés du PR 76+950 au PR 76+850.

ART. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi six février deux mille vingt-trois au mardi deux mai deux mille vingt-trois entre vingt heures et cinq heures. (Travaux de nuit).

ART. 3. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise Austral Télécom Services.

ART. 4. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise Austral Télécom Services après les travaux.

ART. 5. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès verbal.

ART. 6. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ART. 7. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise Austral Télécom Services.

Fait à Saint-Louis, le 03 FEV, 2023
Pour la Maire et par Délégation
Le Directeur Général des Services Techniques

Monsieur Laurent ROBERT



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- SEMITTEL
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Entreprise ATS
- Service communication
- DEER/Subdivision Routière Sud
- M. Alain PAYET
- M. Laurent ROBERT

LA MAIRE

Certifié vrai et responsable de la exactitude de son contenu
Je soussigné Maire de la Commune de Saint-Louis, Réunion, certifie que le présent arrêté pour être publié, doit être dûment enregistré au greffe de la commune, et qu'il est en conséquence de ce fait, en application de l'article 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et de l'article 10 de la loi n° 82-213 du 3 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, en vigueur, et qu'il est en conséquence de ce fait, en application de l'article 10 de la loi n° 82-213 du 3 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, en vigueur, et qu'il est en conséquence de ce fait, en application de l'article 10 de la loi n° 82-213 du 3 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, en vigueur.

Vu M. H. MATEO le 07/02/23